

ASSURANCES

JOURNAL MENSUEL DES ASSURANCES

CANADA PORT PAYÉ POSTAGE PAID
1 c.
NO 5211 MONTREAL

285, rue Dorchester est — Montréal

FAITS D'ACTUALITE

L'assurance-incendie en 1932.

1932 a été une année assez mauvaise. Comme toujours en période de crise, tout semble avoir contribué pour rendre la lutte plus dure. Les sinistres ont été plus nombreux et plus coûteux, les primes moins fortes, la perception des créances plus ardue, les taxes plus élevées; enfin, le portefeuille a été assez éprouvé. Bref, le dernier exercice laisse parmi les compagnies d'assurance-incendie un souvenir assez pénible. Voici quelques chiffres qui feront comprendre pourquoi. Ils ont trait aux sociétés relevant du service fédéral des Assurances, c'est-à-dire le plus grand nombre.

	1932	1931
Primes nettes perçues	\$46,944,000	\$51,020,000
Indemnités	30,121,000	29,910,000
Rapport	64.16	58.62

Ainsi en comparant les deux exercices, on se rend compte que si les affaires ont diminué, les sinistres ont, toutes proportions gardées, augmenté de façon assez sensible. D'une année à l'autre, le rapport des primes aux indemnités a sauté de 58.62 — chiffre déjà trop élevé pour permettre de faire un bénéfice — à 64.16. En 20 ans, ce pourcentage n'a été dépassé qu'une fois en 1922, année de crise également, alors qu'il atteignit 68.19. Soulignons que durant les années d'aisance générale, le rapport varie de 40 à 48 — chose qui permet d'accumuler des réserves pour les moments comme ceux que nous traversons.

*

Il y a quelques jours, le *Financial Post* comparait les résultats obtenus par les sociétés syndiquées et par les non-syndiquées: sociétés à prime fixe et mutuelles. Voici ce qui ressort de la statistique compilée par notre confrère:

	Sociétés syndiquées	Sociétés indépendantes
Revenu-primes	\$39,355,000 ⁽¹⁾	\$10,701,000 ⁽¹⁾
Indemnités	23,300,000	7,419,000
Rapport	59.1%	69.3%

Si les sociétés indépendantes ont un pourcentage beaucoup plus élevé que les autres, cela provient surtout des sociétés mutuelles — *reciprocals* en particulier — qui ont été assez éprouvées. Le rapport des primes aux indemnités atteint 75.3 dans leur cas, au lieu de 50.7 l'année dernière.

Enfin, notons avec notre collègue la répartition suivante du revenu-primes entre sociétés syndiquées et non syndiquées:

	1932	1931
Sociétés syndiquées	78%	80.7%
non syndiquées	22	19.3

Donc, léger déplacement au profit des non-syndiquées, résultat d'une offensive comme on en constate en période de ralentissement.

(1) Il s'agit ici de primes courues et non pas uniquement perçues comme précédemment.

L'assurance contre les accidents.

Voici des chiffres approximatifs ayant trait également aux sociétés qui entrent sous la juridiction fédérale.

	Rapport des Indemnités aux primes nettes	
	1932	1931
Accidents et maladie	66.5	60.2
Automobile	50.4	58.2
Aviation	—	262
Vol	37.4	34.4
Crédits	102.4	87
Tremblements de terre	—(1)	—(1)
Machines électriques	29	21.9
Domages par aéronefs	57.5	—
Faux	31.6	61
Fraude	30.5	44.4
Cautonnement	47.8	34.2
Grêle	36	83.7
Transport intérieur	32.9	32.6
Mortalité du bétail	71.5	100.5
Bris de glace	47.5	42.7
Dégâts par les eaux	37.5	41.8
Explosion des chaudières	6.7	3.8
Dégâts par les ouragans	37.6	48.2

En somme, résultats excellents, à l'exception des assurances accidents et maladie, crédits et mortalité du bétail. Mais là, comme en assurance-incendie, diminution assez sensible du revenu-primes.

Il faut signaler également le meilleur rendement de l'assurance-automobile, qui en 1932 a opposé à un revenu-primes de \$14,464,000 des règlements de \$7,292,000. Ce sont là des chiffres qui ont trait à l'ensemble du pays. Il sera intéressant de voir un peu plus tard ce que la Province de Québec a fourni au total.

(1) Primes: \$6,946; aucun sinistre.

La richesse de nos voisins.

Dans le *Canada*, M. Olivar Asselin a cité les chiffres suivants qui ont trait à la fortune de nos voisins à douze ans d'intervalle. Il les emprunte à une statistique dressée par la maison américaine Remington-Rand. Nous les citons à notre tour, tant ils nous paraissent souligner le brutal dégonflement de la richesse américaine depuis quatre ans.

	Fortune (milliards)	Dettes (milliards)	Revenu (milliards)
1922	\$320.8	\$116.6	\$60.6
1929	362	163.3	85.2
1933	138	141.9	29.9

Quelle dégringolade d'une part et, de l'autre, quelle énorme augmentation en 11 ans! Bien près de 25 p. c. du revenu va au service de la dette, qui dépasse de quelques milliards la fortune collective — provisoirement dépréciée, souhaitons-le.

Dossiers

Considérations générales sur le contrat d'assurance contre l'incendie

2° Risques exclus.

Dans un premier article, nous avons passé en revue les causes de nullité que mentionnent les conditions générales de la police. Examinons maintenant les exclusions, tout en rappelant à nos lecteurs qu'il s'agit de prescriptions susceptibles d'être modifiées suivant les besoins de l'assuré.

Peut-être convient-il tout d'abord d'indiquer les risques prévus. Ainsi, nous serons amenés à signaler les exceptions.

Le contrat assure contre les dégâts occasionnés par le feu et, dans certains cas, par l'explosion et par la foudre. Voyons ce que l'assuré peut en attendre.

Dégâts par le feu

Sont prévus, tous les dommages causés par le feu, comme l'indiquent les deux articles suivants du code civil:

Article 2580. — L'assureur est responsable de tous les dommages qui sont une conséquence immédiate du feu ou de la combustion quelle qu'en soit la cause, y compris le donage essuyé par les effets assurés en les transportant, par les moyens employés pour éteindre le feu, sauf les exceptions spéciales contenues dans la police.

Donc, les dommages occasionnés directement ou indirectement par l'embranchement.

Article 2581. — L'assureur n'est pas responsable des pertes causées seulement par l'excessive chaleur d'une fournaise, d'un poêle ou autre mode à communiquer la chaleur, lorsqu'il n'y a pas combustion ou ignition actuelle de la chose assurée.

(suite à la page 2)

Quant on songe que tout cela s'est fait en 4 ans, que doit-on penser de l'organisation financière de ce pays dont la puissance nous avait paru si formidable et si inattaquable depuis la guerre? Sous l'assaut d'une crise très dure, son économie a été tellement ébranlée qu'on se demande combien de temps elle résistera si les choses ne s'améliorent pas rapidement. De l'orgueilleux édifice ne restera-t-il avant longtemps qu'une peu solide façade?

A nos lecteurs.

Veut-on nous aider à publier notre journal? Alors, qu'on s'abonne ou qu'on nous apporte des annonces. Ainsi, on reconnaîtra la valeur de l'effort que nous avons fourni depuis le début.

Des ressources plus étendues nous permettront de donner à notre feuille une plus grande importance.

Considérations générales sur le contrat d'assurance contre l'incendie (suite)

Lorsqu'il n'y a pas ignition de l'objet assuré, les dégâts causés par l'action de la chaleur qui se dégage d'un appareil quelconque ne sont donc pas garantis. Voilà la première exception: elle englobe les pertes imputables aux fers à repasser, aux poêles, à la fumée dans certains cas, etc. Il en est d'autres:

a) Les clauses 6 et 7 des conditions générales de la police énumèrent les choses non assurées à moins d'une mention particulière. Les voici:

Les espèces monnayées, les livres de comptabilité, les titres de toutes nature (art. 6); les objets de piété, les bijoux, les montres, les horloges, les glaces et miroirs, les instruments scientifiques et de musique, les oeuvres d'art, les fresques, les plans, les patrons et modèles, et enfin l'or et l'argent non monnayés (art. 7).

Voilà les objets qui ne sont pas assurés par la police à moins, encore une fois, que l'assureur ait consenti à les couvrir. Il faudra veiller à ce qu'il en soit fait mention spécifiquement ou d'une manière générale.

b) Les clauses 10 (b) et 10 (d) indiquent les cas exclus. Ainsi, les incendies occasionnés par les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, les guerres civiles et étrangères, les émeutes et mouvements populaires. (art. 10b).

Les dégâts causés par l'exposition à la flamme au cours de la fabrication (art. 10d). Cela a trait en particulier aux objets qui doivent être présentés à la chaleur de la flamme à un moment quelconque de la production, soit pour être amollis, soit pour une raison quelconque.

Dégâts par l'explosion

C'est l'article onze des conditions générales qui en définit l'étendue. Il mentionne les deux cas suivants:

1° L'explosion est imputable au gaz naturel ou de houille.

2° Toute autre explosion. Dans le premier cas, l'assureur garantit tous les dommages, sauf si l'immeuble assuré fait partie d'une usine à gaz. Dans le second, il n'est responsable que de la perte imputable à l'incendie qui survient à la suite de l'explosion.

Dégâts par la foudre

En vertu de la condition no 11, l'assureur répond également de tous les dommages matériels occasionnés par la chute ou l'explosion de la foudre. Cependant, sont exclus du contrat les dégâts causés à une installation électrique quelconque par un courant anormal de quelque origine qu'il soit, à moins qu'un feu s'ensuive.

*

En terminant cette rapide revue des exclusions que mentionne la police-type, nous tenons à signaler de nouveau que les clauses particulières permettent de modifier les conditions générales de manière à tenir compte des besoins de l'assuré.

(à suivre)

GÉRARD PARIZEAU

Chroniques

Chronique judiciaire

Collision d'automobiles — Poursuites réciproques — Chose jugée.

A la suite d'une collision entre deux automobiles, si l'un des deux automobilistes seulement poursuit l'autre et que le jugement rendu sur son action établit faute commune, il y aura chose jugée quant à la question de responsabilité. L'autre automobiliste n'aura plus qu'à réclamer ses propres dommages contre le premier dans la proportion déterminée par le jugement. C'est ce qui a été décidé récemment en Cour Supérieure. Ayant constaté que les deux conducteurs avaient déjà été trouvés en faute par un premier jugement, dans les proportions respectives de 70 p. c. et 30 p. c. le juge ne pouvait décider autrement sur la nouvelle action sans contredire le jugement déjà rendu. Il se contenta d'apprécier le montant des dommages.

Collision entre une automobile et une locomotive — Arrêt à la croisée du chemin de fer.

C'est le devoir de tout automobiliste d'arrêter sa voiture avant de traverser la voie ferrée, comme le prescrit la loi des véhicules de Québec: l'automobiliste qui n'a pas immobilisé son auto avant d'entreprendre le passage de la voie, est tenu responsable des dommages résultant d'une collision avec un train.

La Cour d'Appel en a décidé ainsi récemment. Elle a même jugé que le fait d'être arrêté à une cinquantaine de pieds avant la croisée du chemin de fer ne constituait pas l'arrêt prévu par la loi, loi générale qui fait une obligation avant de traverser une voie ferrée de stopper, de regarder, d'écouter, et loi spéciale des véhicules automobiles qui oblige à arrêter sa voiture à quelques pieds avant de traverser.

Assurance sur la vie — Révocation de bénéfices conférés à la femme et aux enfants.

La loi de Québec concernant l'assurance sur la vie des maris et des parents n'autorise pas l'assuré à révoquer le bénéfice conféré à sa femme et à ses enfants en vertu d'une police d'assurance. — Ainsi, il a été jugé en Cour Supérieure que lorsqu'une assurance sur la vie est contractée au profit de la femme et des enfants, une révocation en faveur d'un petit-fils de l'assuré par voie de transport, donation, testament et codiciles, ne peut avoir d'effet.

Clause de double indemnité — Cas de noyade.

S'il n'est pas prouvé que l'assuré a commis le suicide en se noyant, la compagnie d'assurance qui s'est engagée à payer une double indemnité en cas de mort accidentelle suivant les termes de sa police, est obligée de remplir son obligation.

La Cour d'Appel a décidé sur cette question que la noyade constituait une lésion corporelle (*bodily injury*) au sens de la police d'assurance et que la compagnie d'assurance devait payer la double indemnité stipulée au contrat.

HECTOR MACKAY, avocat,
Docteur en droit.

Lu

1931 Experience: Classification of Fire Insurance risks. — Dans *The Chronicle* du 2 décembre 1932.

Chaque année, le surintendant des assurances fédéral dresse le tableau des sinistres pour le Canada entier et pour chacune des provinces. Très détaillé, ce relevé nous donne le montant total des indemnités et le rapport de celles-ci aux primes, ainsi que la répartition entre les 27 rubriques de la classification officielle. L'assureur y cherche généralement une précieuse documentation pour orienter sa méthode de production; l'agent y puisera des renseignements intéressants, qui lui permettront de mieux comprendre le problème de la tarification

Livres et Articles

Dictionnaire des Assurances, de Pierre Véron et Pierre Damiron. — Chez Dunod (Paris).

Jusqu'ici, il n'y avait en français qu'un seul dictionnaire des assurances, un gros ouvrage datant du milieu du XIXe siècle. Le petit livre de Dunod vient à point combler une lacune. Précis, clair, bien ordonné, il servira à ceux qui veulent se renseigner sur le vocabulaire français. Il se divise en deux parties d'inégal intérêt pour nous: le répertoire des termes et le texte de la loi française sur les assurances de juillet 1930, suivi d'une analyse des conditions générales de quelques polices d'assurance adaptées à cette loi. A ceux qui rédigent nos lois, nous conseillons la lecture de cette dernière partie. Ils y trouveront des textes libellés dans une langue sans apprêts, mais compréhensible sans effort. Quelle différence avec les nôtres, qu'une traduction souvent littérale parsemée d'anglicismes sous toutes les formes imaginables. Inspirés d'écrits anglais, remaniés plusieurs fois eux-mêmes, ils sont en français souvent plus obscurs et plus indigestes encore.

Technocracy, par François Herbette, dans la *Revue de France* du 15 mars 1933.

La technocratie, idée nouvellement lancée, ne pouvait manquer de plaire aux Américains. La publicité que la revue d'Al. Smith, *New Outlook*, lui a faite a été comme une trainée de poudre. Et en s'opposant au mouvement, l'Université de Columbia et le Conseil des ingénieurs américains ont soulevé un intérêt très vif que certains journaux, comme le *New York Tribune*, ont intensifié en se livrant à de vigoureuses attaques.

M. François Herbette étudie la réforme de façon intéressante dans la *Revue de France*. On trouvera dans son article une analyse assez poussée de la doctrine elle-même et des critiques qu'on en a faites. M. Herbette conclut en soulignant qu'on "ne saurait négliger *Technocracy*, quand onze millions d'Américains châtiment". Qui lui donnera tort?

Précis de droit des effets de commerce, par Maximilien Caron. — Editions de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal.

Dans les affaires, le chèque, le billet à ordre et la lettre de change sont des instruments de crédit d'un usage constant. Cependant, en connaît-on exactement les caractéristiques, la fonction et le statut juridique? A nos lecteurs qui reconnaissent leur connaissance incomplète du sujet, nous suggérons ce livre. Destiné aux étudiants de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal, il est clair et méthodiquement ordonné comme l'est, dit-on l'enseignement de M. Caron à l'Ecole et à la faculté de droit de l'Université de Montréal. L'auteur ne se contente pas de citer la loi. Il en ordonne les prescriptions et il en montre les applications pratiques. Par là, il fera oeuvre utile.

Tél.: HArbour* 0123

Brais, Létourneau & Lespérance

AVOCATS

F. Philippe Brais, C.R. Edifice
Jean Létourneau Insurance Exchange
Léo D. L'Espérance 276 rue St-Jacques O.
A. J. Campbell Montréal.

O. LEBLANC & FILS LTEE

AGENTS GENERAUX

Union Marine & General Insurance Co. Ltd.
Royal Scottish Insurance Co. Ltd.
Anglo Scottish Insurance Co. Ltd.
Patriotic Assurance Co. Ltd.

Automobile:

ANGLO SCOTTISH INSURANCE
CO. LTD.

Compagnie non-tarifée
276 St-Jacques Ouest
Montréal.

Problèmes économiques de l'heure présente, par Lucien Romier. — Aux Editions Albert Lévesque. (\$1.00).

En lisant le livre de M. Romier, on se rappelle avec plaisir les conférences qu'il a prononcées en octobre dernier à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal. Elles sont réunies dans un ouvrage de 317 pages, d'une toilette sobre et attrayante, suivant la formule qu'Albert Lévesque a su donner à ses éditions depuis quelques années.

Il y aurait beaucoup à dire de ce livre, qui est une ample synthèse de la vie économique actuelle, avec ses grandeurs, ses faiblesses et les dangers qui la menacent. Etant donné le cadre restreint de notre journal, nous nous contenterons de signaler le chapitre consacré au problème de la distribution. M. Romier y a logé une étude intéressante du processus de la présente crise. En voici deux extraits qui illustrent la pénétration de son esprit, l'ampleur de ses conceptions et, enfin, l'aimable simplicité de son style. De la surcapitalisation dans l'industrie, il écrit ceci en particulier: "L'excès des bénéfices, joint à la menace du fisc, aboutit à une merveilleuse prospérité à la fois pour les constructeurs d'usines et pour les courtiers en bourse. Donc l'excès des bénéfices entraîne automatiquement la surproduction. Ce fabricant de chaussures dont je vous ai parlé, plein de prospérité, d'argent — sa situation, vous le pensez bien, est connue — on vient le trouver, on lui dit, ou il se dit: "Le capital de mon affaire est de \$100,000; or cela me rapporte du 100 p. 100, je ne vois pas pourquoi je ne mettrais pas le capital de mon affaire au niveau de son revenu, c'est-à-dire, pourquoi je ne vendrais pas au public une partie de ma fabrique, si possible en m'en réservant le contrôle?" Si vous réduisez ce processus psychologique à un cas présent, vous avez le fait suivant: une affaire est prospère, elle donne de bons résultats, elle est honorablement connue, son propriétaire l'estime, je suppose \$1,000,000. Au bout de quelque temps, on lui dit: "Combien estimez-vous votre affaire?" Il marchandé, il dit: "Je ne veux pas vendre", ou "elle vaut \$1,500,000." Alors l'intermédiaire des financiers lui dit: "Moi, je la prends pour \$2,000,000." Il cède son affaire ou fait une combinaison avec celui qui lui propose de l'acheter. Puis, quelques mois après, on place l'affaire dans le public à \$4,000,000. Sur quelle base s'est faite cette opération? Sur la base de l'excès des bénéfices d'une courte période de boom. Quand le resserrement se produit, vous vous trouvez devant le résultat des deux processus que j'ai analysés devant vous: une usine suroutillée parce que les bénéfices sont excessifs; une affaire surcapitalisée parce que mise au niveau d'un bénéfice anormal. Pour sauver cette affaire, l'alternative est très simple. Il faut, ou bien supprimer le capital en surplus ou arrêter l'outillage inutile. Dans le monde il existe une quantité d'affaires qui sont excellentes en soi, elles sont très bonnes pour \$1,000,000, mais elles sont catastrophiques pour \$4,000,000. Tout le problème est de supprimer le surplus".

Et de l'anarchie qui règne dans la distribution des marchandises: "Je pense toutefois, et je l'ai déjà laissé entendre hier, qu'en dépit de ces erreurs de production, l'ajustement se serait fait peu à peu, ou du moins la crise aurait été moins profonde s'il ne régnait pas une anarchie inouïe dans la distribution, c'est-à-dire dans la vente des produits aux consommateurs. C'est un phénomène historiquement très curieux. Depuis cinquante ans, la production a fait des progrès énormes, inouïs; la distribution a plutôt reculé. On estime aujourd'hui que les frais de distribution des produits, c'est-à-dire les frais que supporte un produit depuis le moment où il est vendu par le producteur à l'usine ou aux champs, jusqu'au moment où il arrive dans la main du consommateur, représentent plus de la moitié du prix payé par celui-ci. Autrement dit, le prix de revient à l'usine ou aux champs subit en moyenne, une surcharge de 65 p. 100 qui constitue les frais de distribution ou la rémunération des intermédiaires.

On estime en outre aujourd'hui, et je parle toujours de moyennes, qu'un commerçant quelconque, un détaillant, sert deux fois moins de clients qu'il y a trente ans, et les sert avec des frais deux fois plus élevés qu' alors. Vous voyez donc d'une façon saisissante, par ces chiffres qu'il y a un recul dans l'organisation de la distribution depuis trente ans."

Nous conseillons vivement la lecture de ce livre à ceux qui aiment les vastes synthèses. Ils y trouveront le meilleur d'un homme à qui une formation générale donne le goût et le moyen d'aller au fond des choses sans se perdre dans le détail.

VOCABULAIRE

Real value Qu'entend-on par *real value*? C'est la valeur réelle dira-t-on. Effectivement! Mais qu'est-ce exactement? Le législateur au Canada s'étant gardé de le préciser, il est difficile de donner une définition exacte qui permette de trancher la question. L'usage, comme dans tout pays britannique, est cependant souverain. Il veut que ce soit non pas la valeur d'usage — ce qui est variable à l'infini — mais le coût de remplacement des objets endommagés moins la dépréciation. Or, c'est exactement la définition de l'expression valeur vénale que donne l'agenda Dunod (1932): "prix du neuf, déduction faite de la dépréciation pour usage et pour vétusté."

Market value Il y a aussi *market value*, ou valeur marchande, qui n'est pas nécessairement la valeur vénale. Ce terme convient très bien aux marchandises — tel le bois — dont le prix sera fixé au cours du jour où le sinistre a lieu, si l'assuré a eu la prudence de le faire spécifier dans la police.

Mentionnons également l'expression **Valued amount**, valeur agréée qui s'applique au cas où l'indemnité est garantie à l'avance pour chaque objet ou chaque groupe d'objets. Notons qu'au Canada l'emploi en est peu fréquent.

On se gardera bien de parler d'une police évaluée comme le fait l'article 2480^e du Code civil. Pourquoi ne pas dire police à valeur agréée pour traduire *valued policy*? Ainsi on rendra assez précise une expression anglaise qui, à première vue, l'est peu.

A comme équivalent en français les expressions **Excess Insurance** assurance complémentaire ou de deuxième risque. On entend par là une assurance qui ne prend "effet qu'après épuisement de la première garantie".

Au Canada, on emploie parfois *excess insurance*, en assurance incendie, pour désigner la participation complémentaire qu'accepte une société au-delà de son plein, moyennant une surprime ou une diminution de la commission versée à l'intermédiaire.

G. P.

Ce journal est imprimé par l'
IMPRIMERIE MODELE LIMITEE,
285 est, rue Dorchester,
Montréal, HArbour 6789.

Fondée en 1819 Compagnie d'Assurances Générales



Bureau Principal au Canada
Edifice "Insurance Exchange" Montréal
A. SAMOISSETTE, Gérant général.

BRITISH COLONIAL FIRE INSURANCE COMPANY LAURENTIAN UNDERWRITERS AGENCY

BRITISH UNDERWRITERS
AGENCY OF AMERICA

ROSSIA INSURANCE
COMPANY OF AMERICA

RHODE ISLAND
INSURANCE COMPANY OF PROVIDENCE

Assurances incendie, automobile, tornades et ouragans, dégâts des extincteurs automatiques, explosion, privation d'usage, profits, loyers.

THÉODORE MEUNIER B. A. CHARLEBOIS
président vice-président

J. R. LACHANCE
secrétaire

Siège social pour le Canada

British Colonial Building

464, RUE ST-JEAN

MONTREAL

ETUDIEZ !

par correspondance

Par SAVOIR vient AVOIR.

Toutes les carrières s'ouvrent à l'homme qui SAIT.

Ce qui vous manque pour réussir ce sont les connaissances spéciales.

Nos cours par correspondance augmenteront votre valeur.

Détachez et adressez-nous le coupon ci-dessous.

ECOLE DES HAUTES ETUDES
COMMERCIALES
de Montréal.

Ecole des Hautes Etudes Commerciales
de Montréal

Coin avenue Viger et rue S.-Hubert, Montréal.

Adressez-moi par retour du courrier votre Brochure "L'Ecole au foyer" que je pourrai garder sans obligation de ma part de suivre vos cours.

Nom Occupation.....

Adresse

General Auto Repairs Limited.

B. MIGNAULT,

J. E. WIER,

La plus grande maison à Montréal se
spécialisant dans les
réparations d'automobile.

ROYAL GARAGE,

MArq. 3511

Accidents d'Automobile

Revue de la Jurisprudence

III (1)

Troisième groupe. — Responsabilité des conducteurs d'automobiles.

I. Un chauffeur doit toujours avoir son automobile sous contrôle, de manière à pouvoir arrêter instantanément devant l'obstacle qui peut surgir.

II. Il doit observer les règlements municipaux, sous peine d'être responsable des dommages qu'il cause.

III. Il y a négligence de sa part, s'il omet d'arrêter quand on lui donne le signal de le faire.

IV. ... ou s'il néglige d'arrêter pour éviter un accident.

V. ... ou s'il s'aventure sur un chemin sur lequel il ne peut contrôler sa voiture et s'expose à dérapier.

VI. ... ou si, en approchant d'une voiture à traction animale, il ne prend pas toutes les précautions voulues pour éviter un accident.

VII. ... s'il conduit à une vitesse de huit milles à l'heure à la chute du jour, sans tenir compte d'un brouillard épais.

VIII. ... s'il va plus vite que la vitesse permise par la loi.

IX. ... même en conduisant à la vitesse permise, il lui incombe de prendre toutes les précautions voulues pour ne pas causer de dommages.

X. Il est aussi responsable si, en dépassant une voiture, il coupe trop court en avant du cheval et le blesse.

XI. ... si, en tentant de dépasser une voiture, il cause des dommages, lors même que le conducteur de la voiture refuse de lui donner le chemin.

XII. ... s'il tente de dépasser sur la route sans attendre le moment et l'endroit convenables.

XIII. ... ou s'il dépasse un tramway stationnaire ou n'arrête pas à au moins dix pieds en arrière de ce dernier.

XIV. Il est aussi responsable si, à moins d'absolue nécessité, il conduit sa voiture au milieu ou sur la gauche du chemin.

XV. ... s'il conduit à plus de huit milles à l'heure, en contournant l'angle de deux rues transversales.

XVI. ... ou en approchant un angle, une courbe ou une intersection.

XVII. ... s'il prend le risque de traverser une rue devant un tramway qui approche, lorsque le garde-moteur avait raison de croire qu'il arrêterait.

XVIII. ... s'il traverse le chemin pour entrer sur une propriété privée sans signaler son intention.

XIX. ... si, à une intersection, il traverse diagonalement, au lieu de contourner, à droite, le centre de cette intersection.

XX. Un propriétaire d'automobile commet une faute, s'il ne munit pas sa machine d'une sirène dont le chauffeur puisse se servir au besoin.

XXI. ... s'il ne munit pas son auto d'une fermeture à clef pour empêcher qu'il ne soit mis en mouvement, lorsqu'il stationne dans la rue.

XXII. Il n'y a aucune faute de conduire dans un chemin public un automobile portant des décorations.

XXIII. Le fait de laisser un auto stationner sans lumières le long d'un trottoir n'est pas une faute, si la rue est suffisamment éclairée.

XXIV. Un chauffeur commet une faute, s'il n'allume pas ses lumières suivant la loi.

XXV. ... mais il n'est tenu de les allumer qu'une heure après le coucher du soleil.

XXVI. La règle qui veut que celui qui vient sur un chemin cède le passage à celui qui vient à sa droite, sur l'autre chemin, ne s'applique que lorsque les deux voitures arrivent en même temps à une intersection.

(1) Voir ASSURANCES: 10^e de janvier et février 1933. Reproduction d'un article de M. Léon Faribault, avocat, paru dans la Revue du Droit.

La situation économique au Canada

	Février 1932	Février 1933
Production industrielle		
Fonte — Tonnes	10,510	6,140
Acier — "	28,420	12,370
Papier-journal — "	158,540	125,610
Automobiles, nombre	5,477	3,298
Chaussures, Paires (janvier)	1,112,192	921,898
Farine de blé, Barils	851,192	859,107
Energie hydroé. 1000 KWheures	1,325,133	1,299,566
Indice de l'emploi 1926—100	88.7	76.9
Bâtiment:		
Valeur des contrats octroyés	\$14,803,000	\$ 3,149,000
Activité ferroviaire:		
Chargement de wagons	174,180	133,150
Commerce extérieur:		
Importations, valeur	\$33,586,000	\$23,514,000
Exportations, "	\$37,019,000	\$26,814,000
Divers:		
Assurance-vie, ventes d'	\$37,857,000	\$26,089,000
Débits bancaires \$1000	\$ 1,990,000	\$ 1,830,300
Prix de gros 1926—100	69.2	63.6

XXVII. ... mais la voiture qui arrive la première à l'intersection a priorité sur l'autre, nonobstant toutes dispositions contraires.

XXVIII. Cette règle ne s'applique pas à celui qui débouche d'un chemin privé.

XXIX. ... elle ne s'applique pas, non plus, à un tramway, car celui-ci, ne pouvant laisser ses

Assurances Générales, Vie Exceptée

LA PLUS ANCIENNE COMPAGNIE D'ASSURANCE AU MONDE

Sun Insurance Office

W Limited

FONDÉE EN 1710

DE LONDRES ANGLETERRE

Edifice "INSURANCE EXCHANGE" Montréal

Fondée en 1869

SOLIDE PROGRESSIVE

Capital Payé \$3,000,000.00

NEW HAMPSHIRE FIRE INSURANCE CO.

Département Canadien

276 ouest, rue ST-JACQUES, Montréal
R. de Grandpré, Gérant.

Compagnie d'Assurance sur la Vie

La Sauvegarde

MONTREAL

NARCISSE DUCHARME, PRESIDENT

rails, a priorité, et le garde-moteur ne peut être taxé de négligence, si, d'ailleurs, il conduisait avec prudence.

(à suivre)

ARTICLES DE BUREAU

Le plus grand choix sans exception

Garnitures de bureau, sous-mains-buvards, paniers.
Classeurs de bureau, système de feuilles-fiches.
Cahiers, livret de comptabilité à feuilles mobiles.
Boîtes en métal pour argent, lettres, documents.
Machines à écrire, accessoires, papiers carbone.
Certificats, sceaux en métal et en caoutchouc.
Travaux d'impression, de gravure, de reliure.

GRANGER FRÈRES

Libraires. Papeteriers. Importateurs;
54, NOTRE-DAME OUEST, MONTREAL
LAncaster 2171

PLACEMENTS PROFITABLES

Les obligations du Dominion, des Provinces, des Municipalités et des principaux services publics rapportent actuellement de 4.50% à 7%.

Ces titres restent, dans les périodes de crise comme dans les périodes de prospérité, le mode de placement le plus sûr et le plus profitable.

Notre Service français est à votre disposition

NESBITT, THOMSON
and Company Limited

355, rue St-Jacques,
Montréal